Les instances officielles décidant du placement des enfants, directions départementales des affaires sociales ou juges des enfants n'ont plus de principes dogmatiques, ou ne proclament plus que la seule solution est le placement familial et que le placement en institution doit être exceptionnel. En principe le décideur, après consultation des spécialistes, assistantes sociales, psychologues, médecins-psychiatres éventuellement, doit choisir la solution de placement la mieux appropriée aux besoins de l'enfant lui permettant un développement harmonieux.

Il y a là évidemment une image idéale car l'équipement existant ne permet pas toujours de trouver la meilleure solution d'autant plus que le placement de l'enfant doit toujours être effectué dans l'environnement de son milieu familial d'origine pour assurer le maintien des liens.

L'argument financier qui tendait souvent à favoriser le placement familial par rapport au placement institutionnel n'est plus guère convaincant car le prix d'une journée de placement familial, si l'on y inclut tous les frais, représente déjà plus des 2/3 de celui d'un placement en institution alors qu'il représentait moins de 1/4, il y a une vingtaine d'années.

Dans ce rapport, il n'a pas été tenu compte des différentes solutions alternatives de placements en institution qui ont été mises en oeuvre : appartements, villages S.O.S., etc..., ce ne sont pas des placements familiaux, car ceux-ci supposent une intégration des enfants placés dans un foyer d'accueil avec toutes les réserves citées plus haut, tandis que les solutions alternatives tendent à supprimer certains inconvénients des collectivités trop importantes tout en restant des placements institutionnels.

«Psychesch Hellef dobaussen»

Un centre de consultation et un foyer thérapeutique dès la première année d'existence

Après tout juste un an d'existence, le bilan d'activité de la jeune A.S.B.L. «Psychesch Hellef dobaussen» (aide psychique à l'extérieur), paraît tout à fait encourageant, comme en témoignent les différents rapports moraux qui furent présentés à l'occasion de l'assemblée générale de l'association, qui s'est déroulée jeudi soir à la cafétéria de l'hôpital de la ville.

Assurer des structures d'accueil pour favoriser la guidance sociale et le suivi médical des patients atteints de troubles neuropsychiatriques, tels sont les objectifs essentiels de l'association définis par le Dr Raymond Franck dans son propos d'introduction à la réunion.

Pour permettre la mise en place rapide de dispositions capables d'assumer efficacement cette tâche ardue, le conseil d'administration provisoire de «Psychesch Hellef dobaussen», s'est attaché au cours de ses premiers mois d'existence à développer les contacts et les entrevues auprès du ministre concerné et des autorités communales du bassin minier. Les premiers résultats positifs de ces consultations se traduisent par la signature prochaine d'une convention entre le ministre de la Santé et l'ASBL et la mise à disposition d'infrastructures d'accueil à Dudelange et à Esch-sur-Alzette (en 1988). Concrètement le centre de consultation se situera dans la Métropole du fer, tandis qu'à Dudelange fonctionnera le foyer thérapeutique de l'association. Le Dr Franck précise également que les litiges qui opposaient la Ligue luxembourgeoise d'hygiène mentale à l'association eschoise, sont apaisés à la satisfaction des deux parties.

Sous le couvert d'une loi

Le ministre de la Santé, M. Benny Berg, motive son soutien à la création de l'ASBL par un souci de décentralisation des services de l'hôpital neuropsychiatrique d'Ettelbruck, au profit d'établissements d'accueil intermédiaires, répartis géographiquement à travers le pays. L'important pour M. Berg, est de donner à présent une base légale à ces organismes, au moyen d'une loi dont le projet est actuellement déposé à la chambre sous la dénomination AMST (Actions médico-sociothérapeutiques). Il précise aussi que la convention qui lie le ministre de la Santé et l'association «Psychesch Hellef dobaussen», porte actuellement sur une somme allouée de trois millions de francs, qui s'élèvera à dix millions de francs dès l'an prochain.

Les futures activités de l'association, telles que les précisa M. Armand Wagner, seront guidées par le souci de la mise en place rapide du centre de consultation et du service d'ergothérapie, mais aussi par la sensibilisation et l'information des habitants du bassin minier, des activités de ces deux organes thérapeutiques. L'organisation de conférences et de débats ainsi que la parution d'une brochure explicative, iront dans ce sens. Après avoir entendu le rapport des finances présenté par le Dr Raymond Wagner, l'assemblée procéda à l'élection statutaire du conseil d'administration de l'association qui se compose des personnes suivantes : Dr Raymond Franck, Dr Raymond Wagner, Dr J.-Marie Spautz, Dr Marc Gleis, Mmes Liviana Pregno et Corinne Waldbillig, MM. Armand Wagner, Norbert Terres, François Colling, Jean-Claude et Marcel Wolf.

reçu 17.1.87